

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - mercredi 11 janvier 2023

SOMMAIRE

- La RDC se dote de la politique nationale de justice transitionnelle
- L'ONU demande la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement dans le monde
- Visite du Pape en RDC : " c'est une opportunité de renforcer les plaidoyers sur la situation sécuritaire dans l'Est " (Patrick Muyaya)
- Paul Kagame annonce que le Rwanda n'accueillera plus de réfugiés de RDC
- Lualaba : le gouverneur Muyej démissionne de son poste
- Rébellion du M23 : d'exactions en représailles, y a-t-il risque de génocide en RDC ? Décryptage avec Pierre Boisselet
- Droits des femmes : deux importantes avancées juridiques obtenues par les défenseurs des droits des femmes en 2022
- RDC : la Banque mondiale débloque 250 millions de dollars en appui du programme de DDR
- Attaque dans plusieurs villages de Djugu : au moins 23 morts, la société civile s'interroge sur les capacités des FARDC et des casques bleus face aux miliciens
- RDC-Djugu : la CODECO entre, tue et se retire tranquillement, le cri de cœur de la société civile !

- **DROITS HUMAINS**

- **La RDC se dote de la politique nationale de justice transitionnelle**

Le Comité scientifique chargé de l'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle a achevé ses travaux. Il a présenté à cet effet, le mardi 10 janvier à Kinshasa, un document de plus de 300 pages, reprenant notamment tous les quatre piliers de la justice transitionnelle. Selon le président de ce comité, le professeur Emmanuel Luzolo Bambi, il s'agit d'une stratégie globale et holistique intégrant tous les quatre piliers de la justice transitionnelle avec des avant-projets de loi et loi-cadre devant accompagner l'opérationnalisation de cette justice. Ce comité avait reçu mandat du Président de la République et du ministre des Droits humains en partenariat avec le BCNUDH. A l'issue de ses travaux de trois mois, quelques options ont été levées en rapport avec les 4 piliers de la justice transitionnelle afin de la rendre opérationnelle.

- **L'ONU demande la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement dans le monde**

En ce début d'année marquant le 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le chef des droits de l'homme de l'ONU a demandé, mercredi, la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement dans le monde. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk a appelé les gouvernements et toutes les autorités responsables de la détention dans le monde entier, « à amnistier, gracier ou simplement libérer toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits ». « Alors que je marquais le début de cette nouvelle année avec ma famille, mes pensées sont allées vers ceux dont les proches croupissent dans des centres de détention - emprisonnés pour avoir exercé leurs droits humains », a déclaré dans un communiqué M. Türk. Il s'agit notamment des personnes qui défendent l'environnement et l'action en faveur du climat, de celles qui dénoncent la discrimination, les abus et la corruption, des journalistes emprisonnés pour avoir fait leur travail essentiel et des défenseurs des droits de l'homme. Il prône ainsi un monde dans lequel toutes les personnes vivent libres et égales, dans la dignité et les droits.

Rébellion du M23 : d'exactions en représailles, y a-t-il risque de génocide en RDC ? Décryptage avec Pierre Boisselet

Y a-t-il un risque de conflit ethnique dans l'est du Congo à la suite de la rébellion du M23 ? La question se pose dans plusieurs localités du Nord-Kivu où des civils se sentent menacés parce qu'ils appartiennent à telle ou telle communauté. Pierre Boisselet coordonne les recherches sur la violence au Congo pour l'Institut Ebuteli, basé à Kinshasa et partenaire du Groupe d'études sur le Congo, de l'Université de New York.

RFI : Est-ce que la guerre dans le Nord-Kivu peut provoquer des tensions à caractère ethnique ?

Pierre Boisselet : Oui. On peut même dire que c'est le cas actuellement. Dans la province du Nord-Kivu, il y a malheureusement une histoire longue de tensions intercommunautaires. Et on voit assez clairement que, depuis la résurgence du mouvement du M23 en novembre 2021, il y a eu plusieurs exactions qui semblent avoir visé des communautés spécifiques du Nord-Kivu.

Justement, parmi les communautés qui se sentent menacées par le M23, il y a celle des Nandé. Est-ce que leurs craintes sont justifiées ? Ce qu'il faut peut-être rappeler, c'est qu'il y a eu un massacre important à Kishishe à la fin du mois de novembre [le 29 novembre] qui a été perpétré par le M23. Plusieurs dizaines de civils ont été tués à cette occasion et il y avait des membres de la communauté nandée parmi les victimes, ainsi que des membres des communautés hutue et hundée notamment.

- **DROITS DES FEMMES**

RDC : deux importantes avancées juridiques obtenues par les défenseurs des droits des femmes en 2022

Parmi les résolutions prises l'année dernière par la République Démocratique du Congo en termes de lois, deux dispositions améliorant le statut des Congolaises retiennent l'attention. Il s'agit de la modification apportée à la Loi électorale et de la nouvelle loi relative aux réparations en faveur des survivantes des violences sexuelles en temps de conflit. Lors de la plénière du 02 juin 2022, un pas vers la parité a été franchi dans les réformes concernant la Loi électorale. Désormais, « la liste élaborée par les partis politiques, qui aligne 50% au minimum de femmes dans une circonscription est exemptée du paiement de la caution », stipule l'alinéa 3 de l'article 13. Il s'agit de l'aboutissement d'un plaidoyer mené par plusieurs organisations féminines ainsi que l'adoption d'une reformulation proposée par la commission Genre famille et Enfant de l'Assemblée nationale. Cette modification a été précédée par un sit-in de 10 jours, des organisations de défense des droits des femmes et plusieurs plaidoyers notamment celui de l'ONU Femmes.

- **SITUATION POLITIQUE**

Visite du Pape en RDC : “ C'est une opportunité de renforcer les plaidoyers sur la situation sécuritaire dans l'Est ” (Patrick Muyaya)

Le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, considère que la guerre d'agression Rwandaise sous couvert du M23 a permis à la classe politique congolaise de parler le même langage, et il en sera de même lors de la visite du Pape François en République Démocratique du Congo. Le ministre de la Communication et médias estime que cette visite offre une fois de plus l'opportunité à la RDC d'accentuer son plaidoyer sur la situation sécuritaire préoccupante dans sa partie orientale. *“ Je pense qu'il faille relativiser lorsque vous dites que la classe politique est déchirée. Nous avons plutôt vu un élan national se décider autour de cette question d'agression de la RDC, c'est un élan de l'unité qu'il faut saluer au-delà du fait que nous avons nos divergences politiques à l'orée d'une année électorale mais je pense que globalement pour ce qui concerne la défense de la patrie, on a entendu très peu de voix dissonantes, c'est quelque chose qu'il faut relever et c'est dans le même esprit qu'il faut que le Pape soit accueilli parce que vous savez même dans des familles, il y a toujours entre des frères des sujets pour lesquels vous ne vous entendez pas mais ce n'est pas le cas lorsque vous recevez un hôte de marque. La dernière fois c'était il y a 37 ans, on ne sait pas prédire la prochaine fois ”*, a-t-il fait savoir lundi 9 janvier 2023 lors d'un briefing conjoint avec le Nonce apostolique et le coordinateur technique des travaux d'aménagement.

Paul Kagame annonce que le Rwanda n'accueillera plus de réfugiés de RDC

Le Rwanda ne peut plus accueillir de réfugiés en provenance de la RDC, en proie dans l'est aux violences de nombreux groupes armés, a déclaré lundi le président rwandais Paul Kagame. C'est le dernier épisode des vives tensions entre Kigali et Kinshasa. Au Rwanda, le président Paul Kagame a estimé, lundi 9 janvier, dans un discours devant les parlementaires, que le Rwanda ne pouvait « pas continuer d'accueillir des réfugiés » congolais en étant insulté, en réponse aux accusations de soutien de Kigali à la rébellion du groupe armé du M23 à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Selon le président Paul Kagame, le Rwanda ne peut pas porter le « fardeau » des réfugiés venus de la République démocratique du Congo : « Il y a un type de réfugiés que, je pense, nous n'accepterons plus. Nous ne pouvons pas continuer d'accueillir des réfugiés, pour lesquels, plus tard, nous sommes tenus pour responsables d'une certaine manière, ou même insultés. » Le chef d'État affirme de nouveau contester les accusations de soutien du Rwanda au groupe armé du M23. Des accusations formulées par la RDC et plusieurs membres de la communauté internationale, dont le groupe d'experts de l'ONU dans un rapport publié en décembre

dernier. « Tous ceux qui pensent que c'est le problème du Rwanda et non pas celui du Congo, premièrement, retirez les Congolais qui sont ici. Ceux qui arrivent tous les jours, à cause des actions de leur gouvernement et des institutions, qui disent que le gouvernement ne fonctionne pas correctement, ce n'est toujours pas mon problème. Et si c'est mon problème, c'est le vôtre aussi, en tant que communauté internationale, ce sont à eux que je m'adresse, c'est autant votre problème que le mien. »

Lualaba : le gouverneur Muyej démissionne de son poste

Le gouverneur du Lualaba, Richard Muyej a déposé, mardi 10 janvier, sa démission auprès du vice-Premier de l'Intérieur. Il a livré cette information dans une interview accordée à Radio Okapi à Kinshasa. « Je confirme avoir déposé ma démission. Et pour ceux qui suivent de près mon dossier, ils se rappelleront qu'il y a deux ans exactement, 10 janvier 2021, que j'ai été évacué en Afrique du Sud pour raisons de santé. Ça fait deux ans que je suis loin de ma province, deux ans que ma province tâtonne, deux ans que ma province peine à soutenir l'élan de relance, j'estime qu'il était temps que j'arrête », a déclaré Richard Muyej. Il a affirmé avoir pris cette décision pour donner la chance à la province du Lualaba de retrouver sa légitimité et de se développer.

RDC : la Banque mondiale débloque 250 millions de dollars en appui du programme de DDR

La Banque mondiale annonce le lancement d'un nouveau programme en appui au dispositif de « Désarmement, démobilisation et réintégration » en République démocratique du Congo. Ce nouveau financement, qui vise plus de 3 millions de personnes résidant au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri, veut se démarquer des précédents projets de DDR. La Banque mondiale annonce le lancement d'un nouveau programme en appui au dispositif de DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration) en RD Congo. Chiffré à 250 millions de dollars, le nouveau financement veut se démarquer des projets précédents. Il s'appuie sur de nouvelles orientations stratégiques initiées par le gouvernement. Il vise plus de 3 millions de personnes résidant au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri. La subvention sera mise en œuvre au niveau provincial. Selon la Banque mondiale, son montage se base sur les leçons tirées des engagements antérieurs.

- **SECURITE**

Attaque dans plusieurs villages de Djugu : au moins 23 morts, la société civile s'interroge sur les capacités des FARDC et des casques bleus face aux miliciens

Le bilan de l'attaque des miliciens Codeco dimanche dernier dans plusieurs villages du territoire de Djugu est passé de 16 à 23 morts d'après la société civile locale qui affirme que 7 autres ont été découverts lundi. Charité Banza, coordinateur de la société civile en chefferie des Bahema-Nord qui se dit consterné par ces tueries, s'interroge sur les rôles des FARDC ainsi que des casques bleus dans la région. "Il y a la MONUSCO et les FARDC sur terrain, elles doivent montrer leurs capacités devant les miliciens de CODECO qui ne sont pas au-dessus de la loi. Ils ne sont ni au-dessus des forces onusiennes mais pourquoi ils tuent les gens alors que les militaires sont là ?", lance-t-il. L'attaque s'est déroulée aux alentours du site des déplacés de Drodro. De nombreux habitants se sont déplacés y compris des anciens déplacés.

RDC-Djugu : la CODECO entre, tue et se retire tranquillement, le cri de coeur de la société civile !

Le bilan de l'attaque des miliciens Codeco dimanche dernier dans plusieurs villages du territoire de Djugu (Ituri) est passé de 16 à 23 morts, d'après la société civile locale qui affirme que 7 autres ont été découverts lundi. Charité Banza, coordinateur de la société civile en chefferie des Bahema-Nord lance un cri de coeur: « Il y'a la MONUSCO et l'Armée sur le terrain. Elles doivent démontrer leurs capacités. Les miliciens de la CODECO ne sont pas supérieurs aux forces onusiennes. Pourquoi les miliciens tuent alors que les militaires sont là (...). Hier le 9 janvier, ils sont arrivés dans ce village et y sont restés toute la journée. Ils ont saccagé le village. Les FARDC et la MONUSCO doivent agir. Les miliciens de la CODECO ne peuvent pas être au-dessus du gouvernement ou de l'ONU.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa